

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 61

**Loi modifiant la Loi de l'impôt
sur la vente en détail**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES PARIZEAU

Ministre du revenu

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour but d'éviter aux municipalités une réduction de leurs revenus en raison des mesures annoncées le 12 avril 1978 dans la déclaration ministérielle du ministre des finances.

Art. 1. *L'article 33 se lit comme suit:*

«**33.** Les municipalités ont droit à une compensation payable sur le fonds consolidé du revenu pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe sur la vente en détail.

 Cette compensation est le quart de la taxe perçue en vertu de la présente loi pendant chaque exercice financier à partir du 1^{er} avril 1967.

Elle est répartie pour chaque exercice comme suit.»

Les articles 34, 43 et 47 sont modifiés en concordance avec la modification apportée à l'article 33.

Projet de loi n° 61

Loi modifiant la Loi de l'impôt
sur la vente en détail

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

[[**1.** La Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1964, chapitre 71) est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant:

«**33a.** Pour l'exercice financier commençant le 1^{er} avril 1978, la référence dans les articles 33, 34, 43 et 47 au quart de la taxe perçue doit se lire comme étant une référence à 31.25 pour cent de la taxe perçue.»]]

2. L'article 1 de la présente loi a effet depuis le 1^{er} avril 1978.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.